

Direction Affaires Générales
et Règlementation

Arrêté N° 2025/1635

Objet : TXIKI BODYBOARD CLUB

Entraînements BODYBOARD

LE MAIRE D'ANGLET,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les Articles L.2211-1 à L.2213-23 ;

VU le Code de la Sécurité Intérieure ;

VU l'arrêté municipal en vigueur portant règlementation générale du littoral, des plages et de police des bains de mer ;

VU la demande présentée par Mme Stéphanie FOLTZ, présidente de l'association TXIKI BODYBOARD CLUB, sise 2 chemin de l'Ermitte à ANGLET (64) ;

VU les pièces présentées par le demandeur ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de régler l'entraînement des clubs de surf sur les plages d'ANGLET ;

A R R Ê T E

Article 1^{er}

L'association TXIKI BODYBOARD CLUB est autorisée à utiliser les plages des **Cavaliers, de la Barre et des Dunes** d'ANGLET pour l'entraînement de ses membres (maximum de 8 élèves par groupe) :

– du 1^{er} juillet au 31 décembre 2025 –

Les cours ne devront être dispensés qu'aux adhérents de l'association TXIKI BODYBOARD CLUB.

Article 2

Le présent arrêté ne dispense pas le demandeur de l'obtention des autorisations administratives liées à son activité et aux règles générales de sécurité.

Article 3

Le responsable de l'encadrement de TXIKI BODYBOARD CLUB, **Mme Stéphanie FOLTZ**, devra se présenter au chef de poste avant de débiter l'activité. Il devra présenter copie de l'arrêté municipal au chef de poste précisant les noms et prénoms des éducateurs (au nombre de quatre maximum) intervenant pour le Club sur la période précisée à l'article 1.

Article 4

L'effectif d'un groupe ne pourra excéder 8 élèves et l'identité des éducateurs déclarés – **M. YOAN CANEVET** - pourra être vérifiée par le chef de poste sur demande.

Les éducateurs recrutés en cours de saison devront être déclarés (par écrit) auprès de la Direction des Affaires Générales avant de pouvoir débiter leur activité en joignant copie de leur carte professionnelle en cours de validité et de leur(s) diplôme(s).

Article 5

Pour les éducateurs stagiaires, le responsable de l'encadrement devra être en capacité de présenter à l'autorité publique le livret de formation pédagogique prouvant que le stagiaire a obtenu les exigences préalables à la mise en situation pédagogique. Celui-ci sera comptabilisé dans l'effectif autorisé de quatre éducateurs.

Article 6

Durant les périodes de surveillance des plages, pour des raisons de sécurité, dans l'eau, sur une même plage, ne devra pas être supérieur à quatre, toutes écoles de surf confondues.

Article 7

Le responsable de l'encadrement de TXIKI BODYBOARD CLUB doit munir les participants de boléros en lycra de couleur identique permettant de repérer dans l'eau chacun de ceux-ci.

Article 8

La présence du groupe de surfeurs ne doit, en aucun cas, gêner les baigneurs installés sur le sable, soit par la disposition du matériel, soit par leur comportement à leur égard.

Article 9

Le TXIKI BODYBOARD CLUB ne peut prétendre à délimiter un espace qui laisserait supposer une exploitation privative du domaine public.

Article 10

Le responsable de l'encadrement de TXIKI BODYBOARD CLUB devra avoir pris connaissance de l'arrêté municipal d'ouverture de la surveillance des bains et des dispositions relatives à la pratique du surf.

Article 11

Le TXIKI BODYBOARD CLUB devra strictement respecter les zones d'évolution indiquées par le chef de poste. Il s'engage à respecter les consignes édictées lors de son arrivée sur le site.

Article 12

L'entraînement du club de surf est strictement interdit lorsque le drapeau de baignade est rouge.

Article 13

Le responsable de l'encadrement de TXIKI BODYBOARD CLUB devra posséder les moyens d'intervention prévus par la Fédération Française de Surf.

Article 14

Le TXIKI BODYBOARD CLUB devra être en possession d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité.

Article 15

Le TXIKI BODYBOARD CLUB sera responsable de tout accident ou incident pouvant se produire par insuffisance ou imprévision de moyens.

Article 16

Le non-respect des dispositions ci-dessus entraînera le retrait immédiat de l'autorisation municipale, le chef de poste de la plage étant chargé de l'application de la mesure d'interdiction.

Article 17 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau par voie postale, par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, ou par un dépôt direct auprès de la juridiction dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de son affichage et/ou de sa publication.

➔ Coordonnées de l'instance : TA de Pau - 50 Cours Lyautey BP 43 64010 PAU CEDEX, Tél. : 05.59.84.94.40 – Fax : 05.59.02.49.93 // courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr // adresse Internet (URL) : <http://pau.tribunal-administratif.fr>

Ce recours peut éventuellement être précédé d'un recours administratif auprès du Maire dans les mêmes délais, qui proroge d'autant le délai de recours contentieux susvisé.

→ Coordonnées de la Ville : Monsieur le Maire de la Ville d'Anglet - Hôtel de Ville - BP 303 - 64503 ANGLET Cedex - Tél. : 05.59.58.35.35 - courriel : contact@anglet.fr

Envoyé en préfecture le 02/07/2025
Reçu en préfecture le 02/07/2025
Publié le 02/07/2025
ID : 064-216400242-20250702-2025_1635-AI



Article 18

Monsieur le Directeur Général des services de la Mairie, Monsieur le Commissaire de Police, Chef du District de Police de BAYONNE et le demandeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#signature#